ISSN 0024-7650

lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Cuba, Rwanda

LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES AFFICHENT UN MÊME MÉPRIS POUR LES PEUPLES

GAMMA

M 6189 - 1364 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1364 - 26 août 1994 - prix : 9 F

Cuba, Rwanda

LES PUISSANCES IMPÉRALISTES AFFICHENT UN MÊME MÉPRIS POUR LES PEUPLES

Le brusque revirement du président des Etats-Unis, Clinton, en ce qui concerne les Cubains qui fuient vers les USA, vient de montrer une fois de plus l'hypocrisie qui se dissimule sous les discours prétendument démocratiques ou humanitaires des grands de ce monde.

Voilà des années que les dirigeants américains essaient de mettre Cuba à genoux. Parce que le régime de Castro ne serait pas démocratique ? Plaisanterie ! Les USA ont non seulement toléré, mais ont même aidé et financé des régimes encore bien moins démocratiques que le régime cubain. Non, si les hommes qui se sont succédé à la Maison-Blanche se sont tous employés, depuis plus de 30 ans, à essayer de faire céder Cuba, s'ils ont imposé à cette petite île un embargo économique qui l'étrangle lentement mais sûrement, c'est parce que les dirigeants cubains – quoi qu'on puisse penser par ailleurs de leur politique – se sont toujours refusés à se transformer en simples exécutants des volontés de l'impérialisme américain.

Pendant des années, Cuba a pu vaille que vaille tenir, économiquement, grâce aux relations qu'elle entretenait avec l'URSS qui lui achetait son sucre et lui fournissait des produits manufacturés. Mais depuis l'éclatement de l'URSS, cette voie commerciale lui est fermée et la pénurie économique ne cesse de s'y aggraver. Rien d'étonnant donc à ce que des milliers de Cubains rêvent plus que jamais d'émigrer vers ce pays riche que sont les Etats-Unis, qui se dépeignent eux-mêmes, en outre, dans leur propagande, comme un pays de Cocagne.

Jusqu'à cet été, les dirigeants américains ont tout fait pour encourager cet exil, pensant ainsi affaiblir Castro davantage, et tous les citoyens cubains arrivant aux Etats-Unis avaient aussitôt droit au statut de réfugié politique (statut refusé aux émigrants haïtiens fuyant une dictature pourtant condamnée en paroles par les USA). Les tentatives de Castro d'enrayer cet exode étaient même sévèrement dénoncées dans la presse américaine comme des atteintes intolérables aux libertés. Mais depuis que le gouvernement cubain a déclaré qu'il ne s'opposerait plus aux départs, le nombre des candidats à l'émigration s'est multiplié. Et Clinton, devant cet afflux d'émigrants, vient de décider que dorénavant tout immigrant cubain, au lieu d'un statut de réfugié politique, se verrait offrir un billet de logement... dans un camp d'internement, et même pas aux Etats-Unis. Dans la base militaire que les USA possèdent à Guantanamo, dans l'île de Cuba !

C'est que, pour les dirigeants américains, la détresse de la population cubaine n'était qu'une carte à jouer dans le bras de fer qui les oppose au régime cubain. La seule préoccupation de Clinton et de ses semblables, c'est de défendre les intérêts de l'impérialisme américain. Ils ne font semblant d'avoir des attentions à l'égard des milliers d'hommes et de femmes que leur politique a condamnés à la misère que lorsque ça les arrange, quitte à les abandonner à leur sort au premier virage politique.

Et les dirigeants français sont exactement de la même étoffe. C'est, prétendent-ils, dans un but "humanitaire" qu'ils avaient décidé d'envoyer des troupes françaises au Rwanda. Mais si c'était vrai, pourquoi le contingent français serait-il reparti si précipitamment, alors que toutes les images qui arrivent de là-bas montrent que le sort des réfugiés y est loin d'être réglé. C'est qu'en fait l'armée française est intervenue au Rwanda du côté de l'ancienne dictature, sinon pour sauver celle-ci (ce qui s'est révélé impossible), du moins pour permettre aux principaux responsables des massacres de se mettre à l'abri, et de faire peser une menace permanente sur le nouveau gouvernement rwandais.

Quant aux réfugiés, prétexte de cette intervention, ces réfugiés que le gouvernement français a par sa politique contribué à jeter sur les routes, qu'ils se débrouillent maintenant tout seuls s'ils le peuvent ! C'est qu'en matière de mépris des peuples, les dirigeants économiques et politiques des grandes puissances impérialistes se valent tous. Et que la première tâche humanitaire, c'est-à-dire susceptible de rendre service à toute l'humanité, serait de les écarter du pouvoir !

Arlette Laguiller

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Cuba/États-Unis

CLINTON BLOQUE L'IMMIGRATION CUBAINE

Gamma/Ibarra

Après que Bill Clinton eut décidé que les Etats-Unis n'accueilleraient plus systématiquement les réfugiés cubains, les candidats à l'exil subissent le même traitement que les réfugiés haïtiens : ils sont bloqués sur la base de Guantanamo bay, enclave américaine de 72 km2 au sud-est de Cuba. Elle compte déjà 15 000 Haïtiens auxquels devraient s'adjoindre dans les prochains jours quelque 10 000 Cubains espérant une autorisation d'immigrer aux Etats-Unis et dont seule une minorité devrait accéder au territoire américain. Les autres seraient renvoyés à Cuba.

Le Cuba Adjustment Act

Clinton met ainsi fin à 35 années de relatif traitement de faveur à l'égard des réfugiés cubains.

Depuis l'accession au pouvoir de Castro, les Etats-Unis acceptaient automatiquement les Cubains désireux d'immigrer. Le Cuba Adjustment Act, adopté en 1966, accordait même une aide financière durant trois mois, un logement provisoire et un permis de travail. Au bout d'un an, les ressortissants cubains obtenaient le statut de résident. Une fois n'est pas coutume, des immigrés étaient accueillis à bras ouverts...

Il faut dire que, dans un premier temps, c'était surtout les anciens fonctionnaires de Batista qui émigrèrent. Dans ce milieu ultra réactionnaire, les Etats-Unis organisèrent, d'ailleurs, des groupes anti-castristes. Dans un deuxième temps, de nombreux petit-bourgeois prirent le chemin de l'exil, aspirant à un niveau de vie supérieur.

En 1980, Castro libéralisa temporairement les conditions de sortie du territoire. En cinq mois, 125 000 Cubains embarquèrent du port de Mariel à destination des Etats-Unis, dont bon nombre de prisonniers de droit commun, libérés pour l'occasion.

Le mirage de la richesse américaine

Au total de 1959 à 1989, 800 000 Cubains (sur 11 millions d'habitants) quittèrent l'île, nombre relativement modeste comparé aux autres Antilles et à Haïti en particulier (1 million d'immigrés aux USA pour 6,5 millions d'habitants). Et cela bien qu'à la fin des années 1980 la situation économique de Cuba se soit considérablement dégradée. En particulier à la suite de l'écroulement des régimes des pays de l'Est et de la dislocation de l'URSS. Cette dernière assurait une bonne partie des échanges avec Cuba, lui permettant d'échapper à l'asphyxie économique totale, provoquée par le blocus organisé par les Etats-Unis.

Depuis, l'émigration à destination des Etats-Unis a fortement augmenté, touchant sans doute des couches plus larges de la population cubaine. D'autant que Castro a récemment assoupli les conditions de sortie du territoire.

Dans ce contexte, le récent coup d'arrêt donné par Clinton à l'entrée des Cubains sur le territoire américain n'est certainement pas exempt de préoccupations électorales. En novembre prochain auront lieu les élections au Congrès et Clinton compte sur une certaine démagogie anti-immigrés pour attirer des voix vers les candidats démocrates.

35 ANS D'EMBARGO CONTRE LE RÉGIME CUBAIN

Tous les commentateurs et la presse aux ordres des gouvernants et des nantis présentent les candidats cubains à l'immigration comme fuyant une dictature odieuse, vivant ses derniers instants.

En fait, quand Castro prit le pouvoir, en janvier 1959, à la tête d'une petite armée de guérilleros, il était soutenu par la grande majorité de la population, y compris les possédants, satisfaits de se débarrasser de la dictature de Batista, corrompu et inefficace.

Un régime bénéficiant d'un soutien populaire

Le gouvernement qui remplaça Batista comprenait alors des politiciens bourgeois respectables, le but de Castro n'étant que de rétablir l'économie du pays, en liaison avec les Etats-Unis si possible.

Cependant, dans le contexte d'alors, celui de la Guerre froide, les Etats-Unis refusèrent de normaliser leurs relations avec un régime bénéficiant d'une popularité bien au-delà de Cuba, en particulier dans toute l'Amérique latine, soumise elle aussi à des dictatures quand elles n'étaient pas tout simplement des créatures de l'impérialisme US. Ils cherchèrent à faire plier Castro, à le soumettre à leurs décisions puis cessèrent d'acheter le sucre cubain avant d'établir un embargo (qui dure encore aujourd'hui) et d'armer les anti-castristes. En riposte, Castro promulga une réforme agraire, nationalisa les avoirs américains sur le sol cubain et s'adressa à l'URSS pour vendre son sucre et obtenir pétrole et produits industriels dont l'île avait besoin.

Castro fut alors lâché par tous les politiciens qu'il avait associés au pouvoir ainsi que par une grande partie de la petite bourgeoisie intellectuelle qui alla tenter sa chance aux Etats-Unis. Mais il conserva le soutien de la population laborieuse. Et lorsqu'en avril 1961, la CIA tenta d'organiser un débarquement à Cuba, dans la Baie des Cochons, elle se heurta à une résistance qui illustrait le réel soutien populaire au régime de Castro.

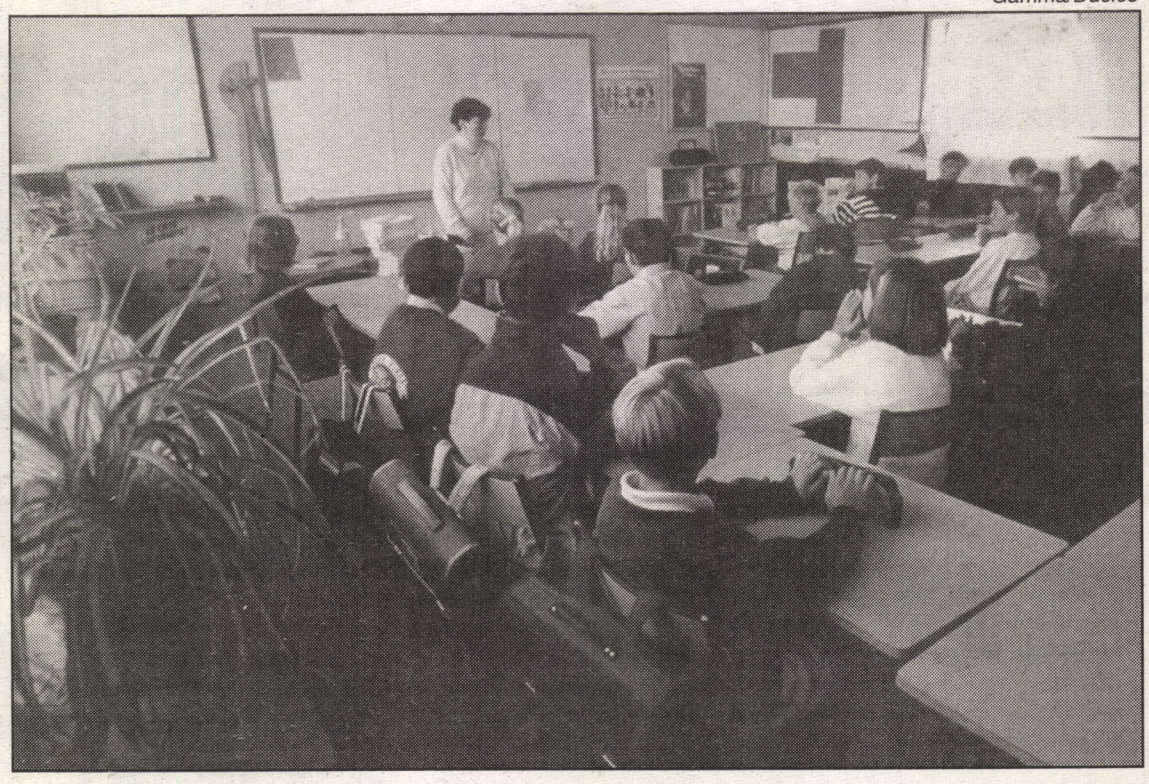
Cuba victime de l'effondrement de l'URSS

Le régime de Castro, en place depuis 35 ans, ce qui en fait l'un des plus stables de l'Amérique latine, s'est efforcé de gérer les contraintes de la société cubaine, dans les cadres imposés par l'impérialisme. Cuba était et reste un régime personnel, plébiscitaire, dirigé par un homme et une petite équipe autour de Castro sans que la population puisse participer aux décisions autrement qu'en acclamant le "lider maximo" (le grand leader) Castro. Tout cela est vrai. Mais jusqu'en 1990, et contrairement aux autres pays d'Amérique latine, c'était un pays où, si l'on ne vivait pas bien, on ne souffrait pas de malnutrition, où l'éducation et la médecine n'existaient pas seulement pour une toute petite minorité de privilégiés. Il n'y avait pas cette petite poignée de richissimes, de nantis, contrastant avec des millions de déshérités, chômeurs des favelas comme il en existe au Brésil, ou ailleurs dans les autres pays d'Amérique latine que l'on dit aujourd'hui démocratiques. Et puis, plus de trente ans après, Cuba est resté le symbole d'un petit pays qui avait défié le colosse américain, sans plier, même au prix de difficultés économiques considérables.

A partir de 1990 et la dislocation du bloc de l'Est, la situation économique se dégradait très rapidement. Une grande partie de l'économie cubaine fonctionnait grâce à ses échanges avec l'URSS et les autres pays de l'Est. En échange de son sucre, l'URSS fournissait à Cuba du pétrole, du matériel agricole, des denrées alimentaires. En 1989, Cuba réalisait 85 % de ses échanges avec les pays de l'Est sous forme de troc. Aujourd'hui, ces accords n'existent plus. A cause du manque de pétrole, l'électricité est coupée 14 heures par jour, il n'y a plus d'automobiles, les machines agricoles ne fonctionnent plus. Les denrées alimentaires sont rationnées, et le marché noir, la mendicité, la prostitution, les maladies liées à la malnutrition réapparaissent.

Mais si le dénuement s'accroît, si la misère devient insupportable à Cuba, c'est du côté des Etats-Unis qu'il faut d'abord en chercher les raisons. C'est le gouvernement américain, avec l'assentiment et la complicité de tous les gouvernements impérialistes du monde, qui étrangle la population cubaine.

Gamma/Duclos



Rentrée scolaire 1994

L'ARDOISE S'ALOURDIT !

La Fédération française des familles vient de publier les résultats de son enquête annuelle, portant sur les 51 articles demandés par les professeurs . Au total, 7000 prix ont été relevés, dans des commerces de détail, des supermarchés et des hypermarchés. D'après cette enquête, la rentrée scolaire 1994 sera plus chère : 3,5 % d'augmentation par rapport à 1993.

Il en coûterait donc, en moyenne, 912 F pour chaque enfant entrant en sixième cette année, contre 881 F l'an dernier.

La palme des hausses revient aux hypermarchés, avec une moyenne de 5,7 % d'une année sur l'autre. C'est, a-t-on noté, parce que les hypermarchés font désormais la part belle aux "griffes" et aux marques branchées aux dépens des produits sans marque, de présentation plus simple et plus sobre, donc moins chers. C'est ainsi qu'il est pratiquement devenu impossible de trouver un cahier de brouillon à 1 F et que la place accordée aux cahiers "normaux" est de plus en plus restreinte : ils sont remplacés par des cahiers ornés d'une poupée Barbie ou d'un Tintin, ou encore signé Creeks. Les marques font de la publicité, et c'est le consommateur qui la paye directement. Un comble ! Même chose pour les vêtements .

En fait, le budget réel de la rentrée des classes est bien plus lourd. Car il faut y ajouter les frais dits "annexes" : assurance scolaire, coopérative, cantine, tickets de bus ou de métro, inscription aux clubs de sports ou de loisirs, etc. qui, toujours en moyenne, font passer le budget de la rentrée par enfant à environ 1500 F, si les parents, encore une fois, s'en tiennent aux produits de base disponibles – et de plus en plus rares !

La rentrée scolaire représente un moment difficile pour les familles, les dépenses représentant en moyenne 38% à 58% du salaire mensuel des parents. Parfois même, plus de 100 %.

Le gouvernement a décidé que l'allocation de rentrée scolaire serait portée cette année à 1500 F par enfant.

Cela donnera un peu d'aisance – disons moins de gêne – aux trois millions de familles qui doivent bénéficier de cette mesure, qui concerne seulement les ménages disposant de ressources inférieures à un seuil donné (l'an dernier, 8 037 F par mois pour les ménages ayant un enfant à charge et 9 891 F pour deux enfants à charge).

Mais l'an dernier, cette mesure ponctuelle a eu pour contrepartie la non-revalorisation des prestations familiales au 1er juillet, contrairement à l'usage antérieur. Le gouvernement reprend donc d'une main une partie de ce qu'il donne de l'autre !

Et encore faut-il rappeler que le gouvernement, l'an dernier, n'a pas financé entièrement sur son budget cette allocation spéciale de rentrée. Pour une bonne part, les dépenses ont été prises en charge par la Sécurité sociale. Cette année le décret du 11 août 1994 stipule que le financement de l'allocation spéciale de rentrée sera financée entièrement par l'Etat. La même promesse avait été faite l'an dernier… sans qu'elle soit tenue.

S.F.

À Gérardmer : LYCÉE CANCÉRIGÈNE

Après cinq autres de ses collègues, un professeur au lycée professionnel de Gérardmer vient de mourir à la suite d'un cancer. Tous avaient en commun d'avoir enseigné 15 à 20 ans dans cet établissement, et en particulier dans un atelier dont le plafond est recouvert d'une plaque d'amiante. Or cette matière est depuis longtemps connue pour être cancérigène et son utilisation est interdite dans la construction depuis 1978. A cela s'ajoute dans ce lycée technique, des émanations d'huiles de machines, de gaz d'échappement...Le lycée de Gérardmer, construit avant 1978, n'avait pas été mis aux nouvelles normes de sécurité jusqu'à cette année. Ce n'est que tout récemment que le conseil régional a décidé le financement nécessaire pour refaire un plafond sans amiante, et les travaux n'ont commencé que ces dernières semaines seulement...

Les familles de quatre des victimes ont porté plainte contre X pour homicide involontaire afin d'obtenir qu'une enquête soit ouverte de façon à ce que puissent être établies les causes de ces décès et les responsabilités. Mais avant même qu'on connaisse les conclusions de cette plainte, il apparaît clairement que le remplacement de ce plafond et plus généralement les modifications des agencements afin que l'établissement corresponde aux normes d'hygiène et de sécurité auraient dû être réalisés depuis longtemps.

Mais ce qui se passe au lycée professionnel de Gérardmer n'est qu'un exemple parmi bien d'autres de la lamentable situation de bon nombre d'établissements scolaires dépendant de l'Education nationale. La commission chargée de faire le bilan des problèmes de sécurité s'est, d'après l'un de ses membres, surtout préoccupée des problèmes concernant les risques d'incendie les plus criants. L'Etat a débloqué 200 millions de francs de première urgence. Mais, d'après ce même membre de la commission, *"les problèmes financiers seront bien plus aigus pour les quelque 60 000 écoles maternelles et primaires que la commission aborde désormais ! Outre leur nombre, le problème,* ajoute-t-il, *c'est que 90 % de ces établissements n'ont jamais reçu de visite d'une commission de sécurité".* Ce qui signifie qu'en fait l'immense majorité des établissements est hors norme, mais qu'on l'ignore officiellement...

La plainte des veuves des professeurs du lycée professionnel de Gérardmer ne fait que mettre le doigt sur une des incuries des gouvernements successifs qui souligne, dans ce domaine comme dans d'autres, que les services publics, c'est-à-dire les intérêts de la collectivité, en l'occurrence celui des professeurs mais surtout celui des enfants, ont été délibérément sacrifiés.

Il n'y a pas d'argent pour l'école, mais il y en a pour les patrons... Cherchez l'anomalie !

Marc REMY

Affaire Carlos

LES BAS-FONDS DE L'ANTI-TERRORISME

Il y a de quoi s'y perdre dans ce feuilleton de l'été finissant que l'on appelle l'affaire Carlos, entre vrais terroristes, vrais anti-terroristes, c'est-à-dire entre des tueurs pour la bonne cause ou ceux des mauvais combats. Rien d'étonnant à cela, parce que, d'un côté comme de l'autre, ce sont les mêmes méthodes pratiquées par des hommes du même acabit.

Carlos n'est nullement ce héros singulier, ce Robin des bois au service des opprimés, ni un révolutionnaire débousolé, comme on l'a présenté parfois. Les actions qu'il a pratiquées, le terrorisme aveugle, les bombes et les voitures piégées, sont aux antipodes des actions et des conceptions révolutionnaires, ne serait-ce que du fait qu'elles visent à répandre la terreur dans la population, et nullement à intimider les appareils d'Etat qu'elles prétendent combattre. Mais en fait, dans cette guerre contre ce terrorisme, les Etats utilisent des méthodes identiques, le même type d'aventuriers, de baroudeurs, interchangeables et renouvelables.

Carlos n'est rien d'autre qu'un de ces aventuriers, pour ne pas dire un mercenaire qui a choisi de se mettre au service d'appareils d'Etat, en place pour certains, ou qui revendiquaient d'obtenir une place au soleil pour d'autres. Rien de plus.

Mais qu'y a-t-il, à y regarder de près, de si différent entre un Carlos et un capitaine Barril, par exemple, ou tout autre membre de ces services secrets, très très spéciaux, qui ont pour nom DGSE, DST en France, CIA aux USA, KGB en Russie ?

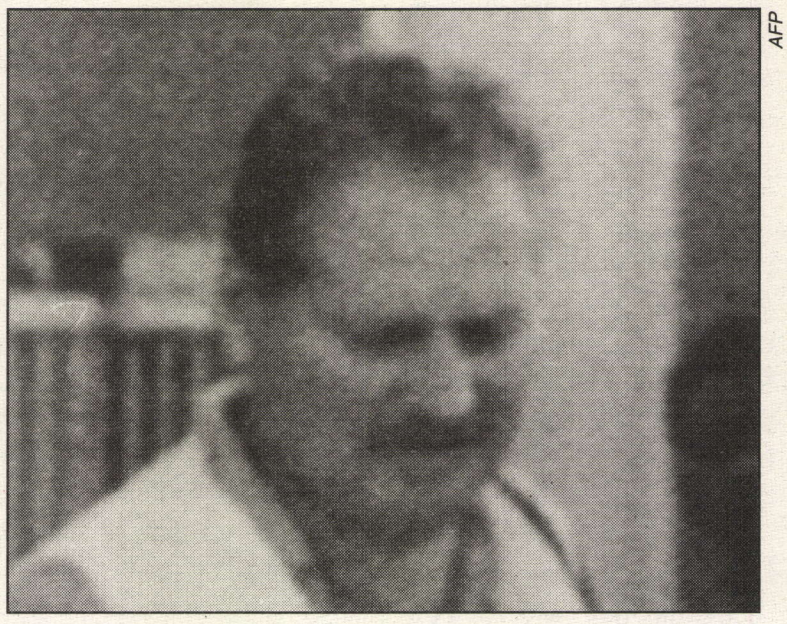
Le voile qui s'est un peu levé, à l'occasion de cette affaire, sur la pratique des services secrets en France en est une illustration.

Ainsi on a dit que la cellule anti-terroriste de l'Elysée aurait commandité l'assassinat de Paul Vergès, l'avocat et, dit-on sans que cela soit prouvé, l'un des complices de Carlos. Vrai ou faux ? Comme tout le monde ment à qui mieux mieux dans ce milieu et dans cette affaire, il est bien difficile de savoir si une telle décision a été prise. Par contre absolument personne ne conteste qu'elle aurait pu l'être.

L'ancien directeur de la DGSE (la Direction générale de la sécurité extérieure), un des services secrets français, décrivait même à la télévision le cérémonial au cours duquel la décision de faire exécuter telle ou telle personne considérée comme gênante était prise. Loin des lois, loin des décisions de justice, loin des droits de l'homme et autres baliverne que l'on apprend aux enfants des écoles. Les responsables des services secrets présentent au président de la République – c'est lui qui décide, on est dans un pays de droit, pas vrai ? – une liste de cibles à neutraliser (entendez, à abattre). Le président, sans un mot – pas de trace – met une croix devant les noms des cibles retenues. Les services spéciaux ont alors carte blanche pour éliminer, à l'étranger, en évitant que les autorités légales du pays soient impliquées, les personnes ainsi désignées. Dans le jargon des barbouzes, il paraît que l'on appelle cela une "opération humide". Mitterrand aurait dit-on modifié la procédure, car lui ne serait pas resté silencieux, contrairement à l'usage.

Ainsi en est-il de la défense de la démocratie vue des bas-fonds.

Paul MILAN



AFP

La campagne contre la privatisation de Renault

UN TERRAIN "SOCIAL" QUI N'INQUIÈTE PAS LES PATRONS

Dimanche 21 août, Henri Emmanuelli, le nouveau secrétaire du PS, a donné pour objectif aux militants de son parti de *"s'opposer de toutes leurs forces à la privatisation de Renault"*.

Cette déclaration vigoureuse arrive après les propos de Hue, le secrétaire national du PCF, qui appelait à l'unité des forces de gauche, et même au-delà des forces dites de progrès, pour s'opposer à la dénationalisation de Renault. Il invoquait même, pour donner plus de poids à sa proposition – et c'est significatif – les mânes de De Gaulle, l'initiateur de la nationalisation de Renault en 1945, accusant du coup Balladur de trahir le gaullisme.

Si le PS emboîte ainsi le pas au PCF, cela relève bien évidemment d'un calcul électoral. Mais sur un terrain choisi, bien balisé. Le souci d'Emmanuelli est, prétend-il, de faire *"apparaître le PS comme un parti d'opposition"* capable de *"critique radicale"* sur le *"terrain social"*. En fait il s'agit pour le PS de rechercher un moyen de se distinguer de la droite, en s'efforçant de trouver l'oreille de l'électorat ouvrier, de faire du "social", mais un "social" qui n'aille pas à l'encontre des intérêts du patronat. Une campagne contre la dénationalisation de Renault répond parfaitement à cette préoccupation.

Quand de Gaulle nationalisa Renault en mai 1945 après que les usines eurent été réquisitionnées, puis confisquées, c'était sous le prétexte de sanctionner Louis Renault parce qu'il avait collaboré avec l'occupant. C'était une façon de dédouaner, en faisant un exemple, l'ensemble du patronat qui, bien évidemment, n'avait pas cessé de faire des affaires durant l'Occupation. Depuis la régie Renault n'a jamais fonctionné comme une entreprise appartenant à la nation, comme le PCF et le PS le prétendent. D'ailleurs, qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire, "la nation", alors que c'est la bourgeoisie, c'est-à-dire les financiers, les industriels, le patronat qui possèdent tout, dirigent tout, en fonction de leurs intérêts et de leurs profits. Renault a toujours été une entreprise capitaliste fonctionnant comme toutes les autres, même si l'entreprise appartenait à l'Etat... bourgeois, dont aujourd'hui encore il reste propriétaire à 80 % du capital. Balladur vient d'annoncer d'ailleurs qu'il envisageait que l'Etat garde 51 % de ce capital, prétextant qu'il n'avait pas besoin de tout vendre pour l'instant. Vrai ou fausse raison, le fait est que, sous la tutelle de l'Etat ou pas, cela ne change pas grand-chose au sort des travailleurs qui sont exploités dans les usines du groupe.

Car rien n'a été épargné aux travailleurs de Renault qui ont connu des vagues de licenciements et le blocage des salaires. Et la guerre menée par tout le patronat, hier avec l'aval des gouvernements socialistes, et même des ministres communistes de 1981 à 1984, à l'égard de la classe ouvrière, l'a été chez Renault comme ailleurs.

Aujourd'hui en se proposant de dénationaliser, de privatiser, la droite au pouvoir ne mène pas un "combat idéologique" comme le prétend le Parti Socialiste. La droite a besoin d'argent pour continuer à mener sa politique de soutien tout azimut aux bourgeois, et pour ce faire elle revend l'héritage. Aujourd'hui, à propos de Renault, Balladur hésite... sans doute parce que la situation du marché financier n'est pas trop favorable.

Où se trouve l'intérêt de la classe ouvrière dans tout cela ? Certainement pas dans la perspective – le leurre devrait-on dire – que proposent le PS et le PCF.

Certes, la dénationalisation de Renault inquiète les travailleurs du groupe, qui y voient une opération qui risque d'aggraver la précarité de leur situation. Encore faudrait-il, lorsqu'ils entreront en lutte, que ce ne soit pas pour permettre à d'autres de tirer les marrons "politiques" du feu.

Patricia MULLAN

Russie

TROIS ANS APRÈS LE PUTSCH D'AOÛT 1991

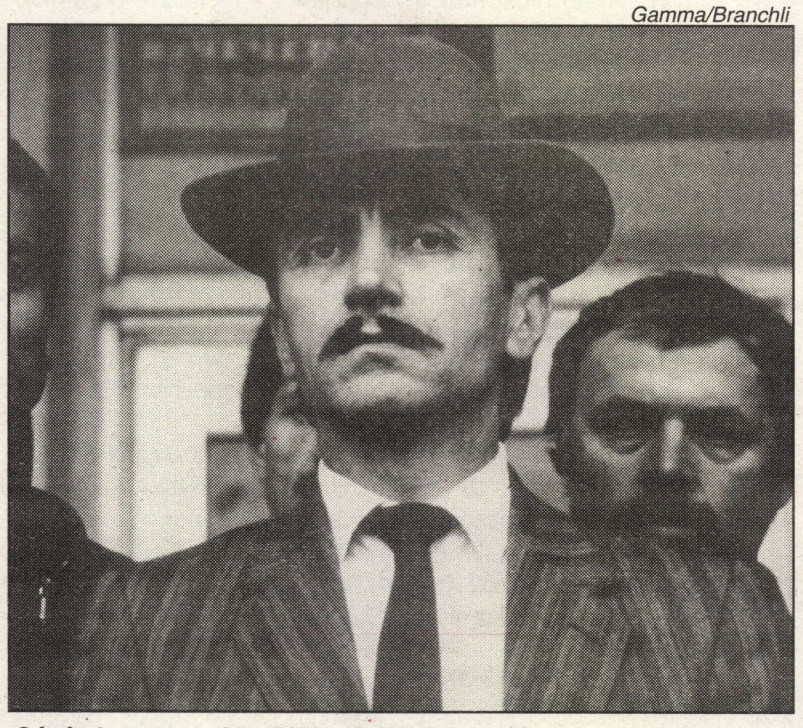
Le 22 août a été décrété "fête nationale" par les autorités russes actuelles. Celles-ci, Eltsine en tête, sont en effet parvenues aux commandes dans la foulée de l'échec d'un putsch qui, fin août 1991, semblait viser à établir un pouvoir fort dans une URSS minée par les luttes opposant les différents clans de la bureaucratie. Le fiasco du putsch lancé par une partie du gouvernement et de l'état-major d'alors avait scellé le sort de Gorbatchev – forcé peu après de démissionner. Il avait aussi précipité l'effondrement de l'URSS et son dépeçage en quinze républiques indépendantes.

Eltsine, pour saper le pouvoir de Gorbatchev, avait fait assaut de démagogie, invitant notamment les responsables locaux de la bureaucratie à *"prendre autant de souveraineté qu'ils le pouvaient"*. Mais à jouer avec le feu, Eltsine n'allait pas tarder à se brûler les doigts. Le pouvoir qu'il venait de saisir, réduit à la seule Russie, se heurta d'emblée à la contestation d'une multitude de roitelets locaux de la bureaucratie qui s'étaient taillé dans la Fédération de Russie de véritables fiefs. Et, trois ans après, la situation ne s'est pas redressée. Loin de là.

Eltsine tenu en échec en Tchétchénie...

En ont apporté un nouvel exemple les bruits de bottes autour de la Tchétchénie. Cette petite région du sud de la Russie dépend théoriquement de Moscou, mais un général aventurier, Doudaïev, en a proclamé l'indépendance en novembre 1991, la bureaucratie et les mafias locales n'entendant pas partager les revenus qu'elles tirent d'une république renfermant l'un des plus grands gisements pétroliers de tout le pays. Après avoir menacé, une nouvelle fois cet été, d'envoyer des troupes contre Doudaïev, le Kremlin a – pour l'instant – dû faire machine arrière. Apparemment, il a craint qu'une intervention militaire ne provoque un embrasement généralisé de sa frontière méridionale, ce Caucase déjà mis à feu et à sang par les luttes entre et au sein des républiques indépendantes de Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan, mais dont le versant nord et donc "russe" est composé d'une mosaïque de républiques et régions autonomes contestant ouvertement les autorités moscovites.

Gamma/Branchli



Général et aventurier : Djohar Doudaïev.

... Et à Moscou

A Moscou même, symbolique de l'impuissance du pouvoir eltsinien à s'imposer est le fait que tous les auteurs du putsch de 1991 ont été amnistiés par la Douma, ce nouveau parlement dont Eltsine avait provoqué l'élection cet hiver après avoir dissous à coups de canon le précédent qui s'opposait systématiquement à lui. Un camouflet supplémentaire lui d'ailleurs été infligé à la veille de l'anniversaire du 22 août : un putschiste qui avait refusé l'amnistie et demandé à être jugé, l'ancien vice-ministre soviétique de la Défense, le général Varennikov, a été acquitté par le tribunal militaire suprême. C'est-à-dire par un organisme qu'Eltsine avait désigné et récemment remanié.

Dans ces conditions, Eltsine a préféré ne pas être présent à Moscou lors de cette "fête", envoyant de vacances un message reconnaissant les *"erreurs commises, les possibilités qui n'ont pas été entièrement utilisées"*, ce que même la presse eltsinienne décrit désormais par le menu...C'est d'ailleurs une indifférence générale qui a accueilli ladite "fête". La population se préoccupe d'abord des soucis d'une vie quotidienne devenue de plus en plus difficile.

Certes, quelques centaines de partisans d'Eltsine ont défilé ce 22 août, mais ils n'étaient pas plus nombreux que la poignée de nationaux-staliniens acclamant les anciens putschistes.

La "tonte des coupons" et... des gogos

Bien plus nombreuses, en revanche, sont les victimes des "sociétés d'investissement" qui manifestent régulièrement dans la rue leur rage d'avoir été dépouillées de leurs économies.

Ces fonds d'investissement sont nés, voici un an et demi, sur la lancée de la campagne de privatisations. On les a présentés comme leur complément nécessaire et comme un moyen d'attacher la population à la propriété privée des entreprises, par le biais d'un "actionnariat populaire". En fait, des millions de Russes ont investi leurs "vouchers" (les bons individuels de privatisation) et surtout leurs économies dans de tels fonds, sur la foi de publicités qui promettaient de mirobolants bénéfices.

Avec des salaires et plus encore des retraites dont le pouvoir d'achat est réduit à rien ou presque par la hausse des prix, nombreux sont ceux qui ont été appâtés par des promesses de voir leurs économies augmenter de 1000 % dans l'année. Certes, l'inflation ayant atteint les 2000 % en 1993, cela sentait déjà l'arnaque, mais le cours des actions de ces fonds flambait. En six mois, par exemple, celui du fonds d'investissement le plus important et le plus connu, MMM, passa de 1600 à 125 000 roubles.

Les dirigeants de MMM rachetaient en sous-main leurs propres actions pour en doper les cours. Cela attirait donc les clients qui, la pompe à confiance amorcée, coururent porter leur argent, servant à régler de copieux bénéfices aux petits malins qui n'attendaient pas un krach inévitable pour retirer leur mise multipliée par cent.

Cela a marché. Trop bien même, ce qui a accéléré la course au précipice du système. Au printemps dernier, les autorités prirent peur quand on sut que des dirigeants d'Alpha-Capital (n° 1 du genre) avaient disparu avec la caisse. Eltsine – comme tous les dirigeants du pays il avait vanté ce système – chercha à dégager sa responsabilité. Il proclama que *"le temps où des affairistes sans scrupules promettent des appartements à Paris* (selon une publicité télévisée de MMM) *aux épargnants est en train de se terminer"*. Cela provoqua une panique, de toute façon inévitable, et la faillite ouverte de MMM et quelques autres. Fin août, la Banque centrale de Russie a d'ailleurs publié un communiqué annonçant que les titulaires d'actions de 22 fonds avaient un joli portefeuille... de *"belles cartes postales"*.

Les dirigeants du pays, certains commentateurs occidentaux avaient parlé de "naissance d'une culture boursière" et autres fadaises sur un prétendu "capitalisme populaire". Ce n'était rien d'autre que de la "cavalerie".

Pierre LAFFITTE.

Un "chèque de privatisation". LO

LA CRAINTE DES GRÈVES

Gamma/Novosti

Lors de la grève des mineurs du Kouzbass en 1989 : "Mineurs ! Nous tiendrons jusqu'au bout !"

Le quotidien eltsinien, les *Izvestia*, le 13 juillet dernier, ouvrait sa Une sur le titre suivant : *"Nous allons être submergés par une vague de grèves"*.

Et ce journal d'expliquer qu'il serait provocateur de la part des autorités de proposer sans l'adoucir, comme elles en avaient l'intention, un projet de loi visant à imposer un préavis et différentes entraves au droit de grève.

Qu'une fois adoptée, le gouvernement ait les moyens de faire appliquer cette loi – ou une autre – c'est une autre affaire. Mais il est significatif, dans le chaos actuel en Russie, que certains milieux proches du pouvoir, mettent en garde contre le risque de provoquer des grèves, des affrontements avec la classe ouvrière.

Cet été, en Sibérie, lors de la célébration du cinquième anniversaire des premières grandes grèves de mineurs du Kouzbass, les dirigeants (de droite) du NPR, le Syndicat Indépendant des Mineurs, avaient invité l'ancien maire de Moscou, Gavril Popov, qui se situe au "centre-droit". Dans une allocution retransmise à la télévision centrale, celui-ci s'inquiètait de la situation : *"Il faut créer un Congrès ouvrier, car si nous ne créons pas un mouvement ouvrier organisé, la situation pourrait devenir incontrôlable"*.

Bien sûr, Popov, les *Izvestia* et quelques autres peuvent avoir leurs propres raisons de dépeindre la situation comme plus instable qu'elle n'est. Mais récemment, le ministère du Travail de la Fédération de Russie a publié des données chiffrées indiquant que si le nombre d'entreprises à avoir fait grève et le nombre de grévistes n'avaient cessé de diminuer en 1991 et 1992, par contre en 1993 on avait assisté à un regain des grèves et, rien que pour les quatre premiers mois de 1994, le niveau des grèves avait déjà atteint celui de l'année précédente.

Le Premier ministre Tchernomyrdine a d'ailleurs, dès son entrée en fonction cet hiver, sensiblement fait relever les salaires dans l'industrie, les transports et tous les grands secteurs de main-d'œuvre.

Mais cela n'a apparemment pas suffi. Ne serait-ce que parce que certaines entreprises diffèrent systématiquement de deux, trois mois ou plus le paiement des salaires (dans les mines par exemple), jouant avec les masses d'argent ainsi libérées soit sur les taux de change, soit dans des placements à risque, tels que les fameux fonds de placements du type MMM, qui ont récemment défrayé la chronique.

Pour l'instant, cela n'a certes pas provoqué d'explosion de colère. Mais la création, ces jours-ci, par Tchernomyrdine d'une "Commission d'enquête sur les non-paiements" dit assez bien et l'ampleur du phénomène et les craintes que les autorités centrales éprouvent quant aux réactions que cela pourrait susciter.

P.L.

LES PIEDS NICKELÉS DE L'ATOME RUSSE

L'affaire des trois individus arrêtés à Munich, début août, parce qu'ils cherchaient à revendre plusieurs centaines de grammes de plutonium, continue de provoquer des démentis – bien que de moins en moins convaincus – de la part des autorités russes quant à l'origine de cette contrebande de substances radioactives.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des "hommes d'affaires" de l'ex-URSS, ou certains de leurs représentants occidentaux, se font arrêtés en Europe pour de telles affaires. C'est même d'ailleurs le risque de répétition de telles affaires qu'avait récemment invoqué le chef du FBI américain pour expliquer qu'il ait décidé d'ouvrir un bureau officiel à Moscou.

Evidemment, la France, l'Angleterre, et plus encore les Etats-Unis, qui disposent d'un quasi-monopole mondial de l'armement nucléaire, ne voient pas d'un bon œil le chaos actuel dans l'ex-URSS risquer d'être mis à profit par certains "hommes d'affaires" pour vendre à d'autres qu'eux du matériel nucléaire.

Cela avait d'ailleurs été le grand argument d'Eltsine, voici trois ans, lors de l'éclatement de l'URSS, pour obtenir de l'impérialisme qu'il confie à la seule Russie les armes nucléaires de l'ex-URSS, les républiques de Biélorussie, Ukraine et du Kazakhstan – disposant de tels armements – étant présentées comme peu sûres et incapables d'exercer leur contrôle sur de possibles trafics nucléaires.

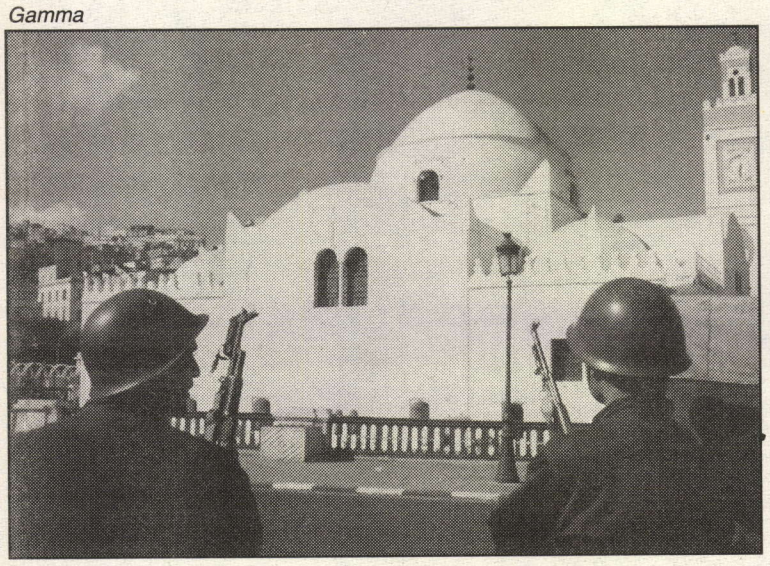
Eh bien, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que l'argument puisse être retourné à Eltsine.

Même si la presse gouvernementale russe feint d'y voir une sourde machination ourdie contre la fiabilité de la "puissance russe", il est possible que les autorités russes disent vrai lorsqu'elles commencent à reconnaître qu'elles ne savent pas d'où peuvent provenir les centaines de grammes de lithium-6 saisies à Munich. En effet, la perte de contrôle de l'Etat central russe sur les autorités locales, sur les responsables des grands secteurs d'activités, l'avidité, la cupidité et la corruption des bureaucrates sont telles que tout est possible.

Après tout, cet hiver, la presse russe avait fait des gorges chaudes d'une histoire survenue dans la deuxième ville d'Estonie. Dans cette république balte, qui passait pourtant pour la plus "civilisée" des quinze républiques soviétiques, cette grande agglomération avait été coupée du reste du monde et du pays, tout simplement parce que tous les câbles téléphoniques nouvellement reposés avaient été volés, avec la complicité des autorités, pour être ensuite réexportés. Et tous les jours ou presque, la presse russe révèle des histoires incroyables de trains entiers de matériaux stratégiques, de métaux précieux – volés et, de toute façon, interdits d'exportation – arrêtés in extremis dans un port, après avoir traversé tout le pays grâce à de multiples complicités payantes. Alors, de là à sortir "quelques centaines" de grammes de matière radioactive, il n'y a pas une grande différence... surtout si cela peut rapporter très gros.

Algérie
LE GOUVERNEMENT VOUDRAIT DIALOGUER AVEC LE FIS

Gamma



Tandis que le président algérien, Liamine Zéroual, invite tous les partis d'opposition au dialogue dans l'espoir que se *"dégagera une entente nationale"* susceptible de mettre fin à la crise politique actuelle, les actes de terrorisme, revendiqués dans leur majorité par le Groupe islamique armé (GIA), prennent pour cible privilégiée les établissements scolaires et les enseignants.

Déjà, quelque 400 écoles avaient été incendiées, détruites ou gravement endommagées et une trentaine d'enseignants assassinés, certains en pleine classe.

Les islamistes détruisent les écoles

Le 7 août dernier, le GIA avait annoncé son intention de *"saborder la rentrée scolaire"* des écoles, des lycées et des universités. Ce groupe parmi les plus extrémistes des intégristes avait proféré de nouvelles menaces de mort à l'encontre des enseignants et des élèves qui se hasarderaient, en septembre prochain, à franchir le seuil d'une classe ou d'une école. Depuis, en l'espace de quelques jours, une dizaine d'établissements scolaires et un institut d'enseignement supérieur ont été incendiés, en partie détruits. Et le 22 août, un militant du Mouvement Ettahaddi (ex-PAGS, communiste), surveillant d'internat dans un centre de formation professionnelle, a été retrouvé assassiné après avoir été enlevé au cours de l'attaque menée contre l'établissement. A ce déchaînement contre les lieux d'enseignement et les enseignants – tout un symbole – il faut encore ajouter la poursuite des attentats contre les étrangers.

Le gouvernement cherche une solution politique

Tel est le contexte dans lequel le gouvernement algérien a appelé les partis de l'opposition à venir participer aux "institutions de la transition" politique, voire même à participer au gouvernement dans la perspective de préparer de nouvelles élections. Le FIS, conscient du rapport de force, n'a pas répondu à l'invitation, laissant le gouvernement s'empêtrer dans une démarche qui ne rencontre que le vide... c'est-à-dire les organisations qui se déclarent prêtes à un dialogue avec lui, le maître du jeu, qui se dérobe.

De sa prison, Ali Benhadj, "numéro deux" et porte-parole du FIS, exprimait sa solidarité avec les groupes islamistes armés et leurs exactions, et rappelait les conditions préalables qu'il fixait à toute négociation : entre autres la liberté pour lui et les autres dirigeants islamistes emprisonnés, et surtout l'application des "lois légitimes" du Coran, c'est-à-dire l'instauration d'un Etat islamiste... bref, l'acceptation de son programme.

Il n'est pas impossible que des discussions s'engagent pour trouver un mode de participation au gouvernement de représentants du FIS. Ce serait un moyen pour les gouvernants actuels de battre en retraite sans avoir l'air d'abdiquer. Mais ce serait en fait une manière "douce" de s'incliner devant les exigences du FIS... à condition que ce dernier accepte de jouer le jeu dont il reste maître. Ce qui est bien loin d'être fait. Mais pour la population algérienne, pour toutes les femmes, pour tous les travailleurs algériens et leur famille, ce serait les moyens de l'Etat mis au service des idées les plus réactionnaires et les plus obscurantistes et cela rendrait encore plus difficile la résistance à l'oppression.

L.P.

Bosnie
LA CHUTE DE LA "PROVINCE AUTONOME" DE BIHAC

Dimanche 21 août, l'armée régulière envoyée par le gouvernement de Sarajevo a mis fin à la sécession de la province de Bihac, au nord de la Bosnie-Herzégovine. Et tandis que le leader musulman Fikret Abdic trouvait refuge auprès des Serbes de Croatie, cette défaite précipitait des milliers de civils sur les routes de l'exode.

Au milieu des multiples conflits qui continuent à ensanglanter les provinces de l'ex-Yougoslavie, celui-ci occupait une place un peu à part, puisqu'il avait pris l'aspect d'une guerre inter-mulsulmane. En effet, depuis près d'un an, le gouvernement de Bosnie dirigé par Izetbegovic essayait de mettre fin à la sécession de cette région de 250 000 habitants à majorité musulmane, située au contact de la Croatie et de zones contrôlées par les Serbes. L'initiative de la rupture avec le gouvernement de Sarajevo avait été prise en septembre 1993, par un certain Abdic, un potentat local et lui-même musulman. Ex-dignitaire de la Ligue des Communistes, au pouvoir jusqu'en 1987, ex-membre de la présidence collégiale de Bosnie, mais surtout riche homme d'affaires et premier employeur dans la région de Bihac, par le biais d'Agrokomerc, une importante société agro-alimentaire, Abdic avait tenté de se tailler un fief en proclamant la "province autonome de Bosnie occidentale" autour de Bihac. Après cette déclaration d'indépendance, Abdic qui entretenait de très bonnes relations aussi bien avec les Serbes que les Croates avait rapidement entamé des pourparlers avec eux, pour conclure une paix séparée.

A l'époque, ce chef de guerre bénéficiait de la bienveillance des représentants de l'impérialisme qui voyaient en lui un moyen de forcer Izetbegovic à signer un "plan de paix", consacrant le partage de la Bosnie-Herzégovine, entre les différents camps nationalistes, serbes, croates et musulmans. A plusieurs reprises, les Nations Unies, qui avaient dépêché depuis l'automne 1992 un contingent d'un millier de Casques bleus français à Bihac, avaient d'ailleurs ravitaillé l'enclave assiégée par les forces gouvernementales de Sarajevo. De même, bien que lui-même s'affirmait comme un représentant du nationalisme musulman, Abdic avait reçu un soutien militaire des Serbes et des Croates, dans sa lutte contre le gouvernement d'Izetbegovic. Et si, il y a quelques mois, les Croates abandonnèrent finalement leur allié de la veille, précipitant ainsi sa chute, les indépendantistes serbes de Croatie continuèrent à épauler les partisans d'Abdic, à qui ils louaient à l'occasion de l'artillerie ainsi que des chars et leur équipage.

Si la chute de Bihac renforce les positions du gouvernement bosniaque, face aux Serbes et aux Croates, cet épisode illustre surtout ce que recouvrent les combats qui ensanglantent aujourd'hui l'ensemble de cette région. Profitant du chaos, des potentats locaux ont pu s'ériger en chefs de guerre, essayant de se tailler un fief. Et s'ils se servent du nationalisme pour justifier leurs propres intérêts, ces affairistes et chefs de clans n'hésitent pas à s'affronter au sein de leur ethnie et à rechercher des alliances chez leurs ennemis de la veille, lorsque ces intérêts ne coïncident plus avec le nationalisme ethnique affiché par le reste des classes dirigeantes.

Mais quelle que soit la nature des combats, les populations se retrouvent toujours prises en otage, quand elles ne sont pas purement et simplement contraintes, par la force, de combattre dans l'un ou l'autre camp.

Uniroyal (Clairoix)

QUINZE PROCÉDURES DE LICENCIEMENT ANNULÉES
IL N'EN RESTE PLUS QUE QUATRE À EFFACER

C'est finalement mardi 22 août au soir qu'un *"relevé de décisions après le conflit"* est intervenu entre la direction de l'entreprise et le syndicat CGT, représentant entre autres les 19 salariés contre lesquels la direction avait entamé, un mois plus tôt, des procédures de licenciement. Les 15 procédures de licenciement contre les salariés non protégés ont été annulées. Restent les quatre procédures engagées contre des délégués du personnel CGT qui continueront à se défendre, avec l'aide des travailleurs. C'est l'inspecteur du travail qui devra statuer sur leur cas.

Evidemment, nous n'avons obtenu que partiellement gain de cause puisque toutes les procédures ne sont pas encore annulées. Mais ce premier résultat est à mettre au crédit de tous ceux qui, depuis le 22 juillet, se sont mobilisés pour la défense des 19 travailleurs menacés de licenciement. Ce sont plus de 500 signatures que la pétition du Comité de défense a recueillies à l'intérieur de l'entreprise. Tous les jours, malgré la période des congés, nous nous sommes quand même retrouvés nombreux aux réunions, aux permanences du Comité de défense et du syndicat CGT pour préparer les recours juridiques, pour alerter l'opinion publique, les élus locaux, la population par tracts et affiches.

La menace contre ces 19 camarades pesait depuis le 22 juillet dernier. La direction avait alors entamé contre eux une procédure de licenciement pour "faute lourde", avec mises à pied conservatoires. Certains de ces camarades ont de 20 à 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise et sont chargés de famille. Cette mesure, qui est intervenue après une grève menée de bout en bout par la majorité du personnel de production (plus de 600 personnes), où les seules violences ont été le fait d'un commando de "nervis" de la direction venus "casser du gréviste", a soulevé l'indignation générale, y compris parmi les non-grévistes. D'autant que les entretiens préalables ont vite montré l'inconsistance des accusations formulées par la direction.

Celle-ci appelle en effet "séquestration", le fait qu'un des directeurs ait fermé sa porte au nez d'une délégation de grévistes venue lui demander des négociations et qui est donc restée dans les couloirs le temps de décider des suites à donner à cette fin de non-recevoir ; "blocage", le fait que quelques véhicules (dont ceux de certains hauts responsables) stationnés devant l'usine aient obligé les camions entrant ou sortant à des manœuvres peut-être un peu plus délicates qu'à l'accoutumée.

En invoquant l'un ou l'autre (ou les deux) de ces motifs, la direction voudrait jeter des travailleurs à la rue, pour se venger en fait d'une grève.

La direction a quand même dû faire machine arrière et renoncer à des motifs par trop grossiers, comme vis-à-vis de ce camarade, qui s'était vu reprocher d'avoir "bloqué" des personnes... un jour où, son titre de transport faisant foi, il se trouvait dans l'avion pour une destination lointaine.

Aujourd'hui, malgré les difficultés à organiser la riposte (l'entreprise est en mi-activité durant les mois d'été et la moitié du personnel est en congé), près de 500 salariés ont adhéré à un Comité de défense des droits des salariés d'Uniroyal. Dans la région, un grand nombre de maires des communes environnantes, de commerçants, de travailleurs et militants syndicaux d'autres entreprises ont manifesté leur soutien et, pour certains, adressé une protestation à la direction. Une campagne d'affiches, des diffusions de tracts en direction de la population et des entreprises s'organisent.

La direction fait feu de tout bois. D'une part, à l'intérieur de l'entreprise, elle tente de semer la panique en faisant planer la menace d'une réduction d'effectif de 80 à 100 personnes. Des propos alarmants tenus devant un Comité d'Entreprise extraordinaire, le 18 août, relayé par des réunions de la maîtrise depuis dans les secteurs, voudraient accréditer l'idée que la grève, "mouvement incontrôlé" pour ces messieurs, aurait mis l'entreprise au bord du gouffre. Une entreprise de la taille d'Uniroyal aurait été coulée... par quinze jours de grève ! La direction n'est d'ailleurs pas à une contradiction près : il y a deux mois, c'était la reprise économique et l'augmentation des stocks de commandes obligeait, paraît-il, à faire passer l'horaire hebdomadaire de 36 à 45 heures (ce qui avait déclenché la grève). Aujourd'hui, alors qu'il est notoire que de nombreux secteurs sont de nouveau à saturation, que depuis la fin de la grève, les courbes des heures supplémentaires, mais aussi des accidents sont à la hausse, il n'y aurait pas assez de travail pour tout le monde ?

En 1993, il n'y avait eu aucune grève. Cela n'avait pas empêché un plan social de réduire les effectifs de près de deux cents salariés (dont 70 intérimaires). Simplement, comme l'avouait lui-même le directeur, à cause d'une "crise profonde"... celle en effet que le patronat dit ne pas savoir maîtriser... si ce n'est pour empocher toujours le maximum !

D'autre part, vis-à-vis des 19 salariés, la pression se maintient. Certes, la procédure de licenciement contre les salariés non protégés est annulée, mais elle suit un cours différent pour les quatre représentants du personnel (dont deux seulement viennent de passer en entretien préalable et pour lesquels le CE extraordinaire a désavoué le licenciement par 3 voix contre – celles des représentants CGT – et 3 abstentions – celles des représentants des syndicats FO et CGC.

Ces jours derniers, la direction a tenté de faire signer au syndicat CGT un marchandage inacceptable. Elle s'y engageait à revenir sur les licenciements des 15 non-protégés (la procédure administrative prévue pour les représentants du personnel, elle, serait poursuivie), mais dans un texte dont le préambule contenait des considérations sur le caractère prétendument violent et illicite de la grève, non-dépôt de revendications préalablement, pressions "physiques" et "psychologiques" sur le personnel, mais passant sous silence la remise en cause unilatérale d'un accord précédent sur les horaires et l'intervention de nervis, loués par la direction, contre les travailleurs.

Cette proposition a essuyé un refus aussi bien du syndicat CGT de l'entreprise que des 19 salariés menacés de licenciement. Car s'il a été envisagé, certes à regret, de séparer le cas des délégués de celui des travailleurs non protégés (leur protection n'était pas exactement la même), personne n'était prêt à renier, par une signature, l'attitude de plus de 600 grévistes dans la grève de juin-juillet.

Avoir su exercer et protéger notre droit de grève est au contraire notre meilleure garantie d'avenir.

Correspondant LO

LO

LO

LO

Projet de budget pour 1995

BALLADUR PARLE DU "SOCIAL"... ET FAVORISE LE PATRONAT

Balladur planche en ce moment sur le projet de budget pour 1995 qui devrait être examiné au Conseil des ministres le 21 septembre. On nous promet déjà un déficit "contenu"... au niveau de 275 milliards, excusez du peu !

Mais rien d'extraordinaire. C'est chaque année la même chose. Ce qui changera pour le budget 1995, c'est l'emballage. Balladur tient à présenter celui-ci comme un "budget social". Il faut dire que, tout en déclarant le contraire, Balladur est en compétition électorale pour le fauteuil présidentiel.

A quoi reconnaît-on un budget social ? Selon Balladur c'est à l'arbitrage en faveur de ministères dits "sociaux". C'est ainsi que ceux qui sont favorisés cette année sont celui de Giraud, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, ainsi que celui de Veil, ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville.

Pourtant, en grattant, on découvre que le ministère le moins favorisé est aussi un ministère "social": celui du Logement. Quant aux crédits supplémentaires accordés à Giraud et à Veil, ils serviront à favoriser surtout le patronat... Quelle surprise ! 8,5 milliards seront utilisés pour "budgétiser" les allocations familiales. Cette mesure, contenue dans la fameuse loi quinquennale de Balladur, revient à faire supporter à l'ensemble des contribuables, donc aussi aux travailleurs, le poids de ces allocations auparavant uniquement versées par les patrons jusqu'à 120 % du SMIC (et à moitié de 120 à 130 % du SMIC), ceux-ci verront donc leurs "charges" réduites.

Afin de permettre aux patrons de réduire le coût du travail, il y a dans ce budget l'argent pour financer 160 000 CRE (Contrats de Retour à l'Emploi), 650 000 CES (Contrats Emplois Solidarité), 140000 Contrats de Qualification et 160000 Contrats d'Apprentissage. Faire travailler les gens au rabais en les radiant de l'ANPE nous sera en prime présenté comme une lutte contre le chômage... Alors qu'on sait bien que ce n'est pas parce que le patronat dispose d'une main-d'œuvre moins chère qu'il embauche plus.

Globalement, de telles mesures aboutissent toujours à ce que l'on remplace les salariés mieux payés par ceux qui reviennent moins cher aux patrons.

Mais pour finir, le clou du budget, ce qui est supposé clouer le bec à ceux qui oseraient critiquer l'action Balladur contre "l'exclusion", ce sont les 19 milliards de francs consacrés au RMI. Il est vrai que le gouvernement prévoit pour 1995 une hausse de 15 % des bénéficiaires ; plus il y a de RMIstes – donc plus d'argent dépensé pour les faire survivre – plus le gouvernement ferait du "social" ? Drôle de façon de voir les choses.

Lucien DETROIT

Dernières statistiques du gouvernement

PAS DE REPRISE POUR LES SALARIÉS

Les derniers chiffres publiés par le ministère de l'Economie font état d'une baisse de la production industrielle de 0,7 % pour le mois de juin. Les autorités présentent cette diminution comme une petite péripétie ne remettant pas en cause la prétendue reprise économique. Avec 3,1 % d'augmentation de la production industrielle sur un an, nous serions *"sur une pente très forte"*, disent-ils.

Qu'en est-il en réalité ? Allons-nous vers une reprise durable de la production ? En fait, même les prétendus "spécialistes" de l'économie sont bien incapables de répondre sérieusement à ces questions, et encore moins de tirer de tous les chiffres publiés des prévisions sérieuses, ne serait-ce que pour les six prochains mois... Mais derrière la fluctuation de ces chiffres, toujours la même constante : maintien du chômage, et maintien des profits des grosses sociétés.

Une autre étude, réalisée cette fois par le ministère du Travail, est bien plus significative. La proportion des salariés n'ayant reçu aucune augmentation a encore progressé pour l'année 1993 : 18 % contre 11 % en 1992 et 4 % en 1991. Près du quart des entreprises (24 %) n'ont accordé en 1993 aucune augmentation (15 % en 1992). Les hausses de salaire, quand elles ont eu lieu, ont été plus faibles qu'en 1992 (2,3 % de hausse en moyenne contre 3,1 % en 1992). Enfin, les hausses de salaire "individualisées" ont progressé dans toutes les entreprises : 21 % d'entre elles ont utilisé uniquement cette forme d'augmentation "à la tête du client"... contre 16 % en 1992.

Reprise économique ou pas, c'est finalement la même politique patronale qui continue à être menée dans toutes les entreprises. Il s'agit de diminuer la charge salariale par tous les moyens, en n'augmentant pas les salaires, ou en supprimant des emplois. Mais cela, les salariés et leurs familles n'ont pas besoin des statistiques du ministère du Travail pour s'en rendre compte !

Trajet domicile-travail en augmentation

ELLE COURT, ELLE COURT... LA BANLIEUE

D'après une étude de l'Observatoire économique et statistique des transports, le trajet moyen entre le domicile et le lieu de travail des Français a pratiquement doublé depuis 1975, passant de 7 à 14 km. Alors que 60 % d'entre eux travaillaient dans leur commune de résidence, il y a vingt ans, ils ne sont plus que 45 % dans ce cas aujourd'hui.

Cela s'explique, nous dit-on, par la disparition de certaines petites industries locales, c'est-à-dire par la dégradation générale de l'emploi qui oblige de plus en plus de travailleurs à aller chercher un emploi loin de chez eux.

L'autre raison de cet allongement du trajet domicile-travail est la continuelle augmentation des loyers dans les grandes agglomérations, qui amène les salariés à chercher un logement à un prix accessible toujours plus loin en banlieue.

Cette situation complètement irrationnelle se solde par une dégradation des conditions d'existence de bien des salariés dont la journée de travail augmente ainsi de plusieurs heures particulièrement fatigantes, passées dans les bouchons ou les trains bondés. Quel formidable gâchis social et humain... C'est cela, le progrès vu du point de vue des capitalistes !

Nouveau fait d'armes de la police de Pasqua

DES GRÉVISTES KURDES DE LA FAIM EXPULSÉS MANU-MILITARI

Depuis le 18 août, une cinquantaine de Kurdes (dont 20 femmes et enfants) avaient entamé une grève de la faim dans les locaux de la Fédération des associations kurdes en France ... dans l'indifférence des médias et des politiques. Pourtant la revendication n'était pas nouvelle : ces familles kurdes protestaient contre la répression anti-kurde en Turquie et demandaient la libération de sept Kurdes détenus dans les prisons françaises.

Pour sortir de leur isolement, ils ont décidé ce week-end de s'installer devant Beaubourg, avec leur matelas et leur installation de grévistes. Environ 150 sympathisants les ont rejoints pour les encourager.

Mais c'était trop pour la police de Pasqua qui, depuis le début août, a pris l'habitude des contrôles, fouilles et arrestations d'immigrés : à 3 h 30 du matin, les policiers sont intervenus ... et ça s'est mal passé.

Au bout du compte, 198 personnes ont été conduites au commissariat et 13 font l'objet d'une procédure de violence à agents. Il y aurait six blessés du côté des forces de l'ordre ; on n'a évidemment pas compté les blessés chez les Kurdes, mais beaucoup ont décidé de porter plainte pour violences et affirment avoir été sauvagement passés à tabac dans les locaux de la police.

Le sort des Kurdes irakiens avait fait l'objet de démonstrations "humanitaires" lors de la guerre du Golfe. Le sort des Kurdes en Turquie, pays "ami" des impérialismes US et français, n'émeut personne.

Le sort des Kurdes qui protestent en France ne fait réagir... que la police.

Rééditions

LA MORT À VERACRUZ
d'Héctor Aguilar Camín

Depuis soixante-quatre ans, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) règne sans partage sur le Mexique. L'un des piliers de l'extrême longévité de ce parti conservateur est l'armée. L'autre, ce sont les syndicats ouvriers intégrés à l'appareil d'Etat dès la Révolution mexicaine, et qui a entraîné il y a longtemps corruption et clientélisme chez les bureaucrates syndicaux.

Ce roman, avec les ingrédients du roman policier, nous en donne un large aperçu en nous faisant pénétrer dans la vie quotidienne de Lacho Pizarro, dirigeant régional du syndicat du pétrole...

Même si l'auteur paraît parfois l'oublier, l'actualité récente, avec l'élimination physique de Colosio qui devait succéder à l'actuel président Salinas, est venue rappeler qu'au Mexique, les méthodes de gangsters n'appartiennent pas qu'à la mafia à la tête des syndicats. Elles servent aussi à régler les rivalités entre les différentes cliques politiques qui se partagent le pouvoir...

J.F.

Editions du Seuil,
collection Points Roman,
317 p., 36 F.

NIGHTHAWK BLUES
de Peter Guralnick

"Muddy Waters" (Eaux Boueuses), "Howlin' Wolf" (Loup Hurlant),... plusieurs vedettes du blues des années Quarante et Cinquante se sont fait connaître par des surnoms évoquant plus ou moins la campagne de leurs années de jeunesse. Amateur de ce genre musical, l'auteur a imaginé "Screaming Nighthawk" (Faucon Gémissant), chanteur de blues de la même génération.

Comme d'illustres modèles, il est retrouvé dans son Mississippi natal dans les années 1960 par de jeunes étudiants blancs. Entraînés par la contestation grandissante du mouvement noir, ils retrouvent le passé des Noirs américains et leur culture, faisant ainsi connaître à un large public blanc, aux Etats-Unis et en Europe, la musique de blues.

Mais cette recherche d'anciennes vedettes noires est aussi un business et ce n'est pas parce qu'on est né là-bas à la campagne qu'un musicien, aussi fruste soit-il, n'en a pas conscience. Aussi, ce roman nous entraîne-t-il dans les relations conflictuelles qui se tressent ainsi entre Jerry, impresario amateur, et son chanteur de blues favori. Une façon, pour Peter Guralnick, de faire découvrir, avec tendresse et humour, "toute la musique qu'il aime"...

J. F.

Editions Gallimard,
265 p., 99 F.

LE VIEUX QUI LISAIT DES ROMANS D'AMOUR
de Luis Sepúlveda

130 pages pour découvrir la forêt amazonienne et surtout cet extraordinaire compagnon de voyage qu'est José Bolivar (rien à voir avec le fameux général !), ce vieil homme qui se régale de la lecture de romans d'amour.

Les hasards de la vie l'ont conduit à El Idilio, un petit village perdu en lisière de la forêt amazonienne, sur lequel règne plus ou moins "la limace", un gros maire corrompu. Ses amitiés avec des Shuars, indiens cousins des Jivaros, ont permis à José d'être initié aux mécanismes mystérieux de cette forêt , que l'ignorance transforme en une série de pièges. Depuis, le vieillard édenté qui, sous l'influence de ses lectures, rêve de Venise, cette ville pour amoureux bâtie sur l'eau, en est devenu un expert.

Il ne paye pas de mine, mais les touristes qui pensent pouvoir se passer de ses conseils de survie, font vite les frais de leurs préjugés.

Ce roman, qui plaide en finesse pour une meilleure compréhension des mécanismes naturels, entraîne le lecteur dans un voyage captivant.

J.F.

Editions du Seuil,
Collection Points Roman,
130 p., 29 F.

Voir

MAVERICK
de Richard Donner

Maverick, bien que dégainant plus vite que son ombre, n'est pas un cow-boy dans la tradition des westerns classiques. Ses aventures se déroulent plutôt autour des tables de tripots : il est joueur de poker professionnel. Son but principal est d'ailleurs de participer au tournoi de poker qui doit se dérouler sur un fabuleux casino flottant et dans lequel il est question de gagner un demi-million de dollars.

Tout cela, bien sûr, ne se fait pas tout seul, et Maverick, alias Mel Gibson, va de situation rocambolesque en situation désespérée, pour le plus grand plaisir du spectateur. Il fait par exemple passer une bande de ses amis indiens plus que pacifiques pour des guerriers sanguinaires, afin d'échapper à des amis devenus encombrants. Mais n'ayez crainte, il participera au tournoi de poker et, bien sûr, il gagnera. Mais saura-t-il conserver l'argent ?

Un film bien fait, drôle, distrayant, bien adapté à cette période de détente… sans revolver, bien sûr !

Roger PERIER

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Rwanda — Départ des troupes françaises

Gamma/Quidu

Le pont de Ruzizi entre le Rwanda et le Zaïre au moment de la fermeture de la frontière.

FIN D'UNE MASCARADE HUMANITAIRE AU PROFIT DE L'IMPÉRIALISME

L'opération Turquoise a pris fin officiellement dimanche 21 août à minuit. C'est désormais la mission des Nations Unies, composée essentiellement de soldats africains, qui prend le relais des militaires français présents depuis le 22 juin dernier.

Tout se déroule donc pour la mission française comme il avait été prévu à l'avance en haut lieu : il fallait être humanitaire, mais sur une courte durée, et de façon spectaculaire. Une zone protégée a donc été instituée durant deux mois. Certes, dans ce périmètre, aucun massacre n'a été perpétré. Mais cela n'a évidemment empêché aucun massacre en dehors de cette zone, ni des morts par centaines de milliers, dues à l'épuisement, au choléra et à la faim. Les populations en fuite, prises en tenailles entre les armées gouvernementales et les soldats du FPR, n'ont souvent atteint la "zone de sûreté" que pour venir y mourir.

Au milieu de ce carnage et derrière la façade de cette opération soi-disant humanitaire à grand spectacle, le rôle de l'armée française a été en fait bien différent. Après avoir soutenu ouvertement le régime féroce de l'ancien dictateur Habyarimana, et participé à la formation des corps d'élite de l'armée rwandaise qu'on a pu voir en action contre la population tutsie, l'intervention au Rwanda a, de fait, protégé les partisans de ce pouvoir en déconfiture, et mis à l'abri ses cadres les plus compromis. D'un autre côté, cela n'a pas empêché l'impérialisme français d'apparaître sinon maître de la situation, du moins comme un arbitre indispensable avec lequel l'opposition du FPR a dû négocier la mise en place du nouveau gouvernement. A entendre les médias, la France se tirerait donc tout à son honneur d'une situation délicate où elle est la seule à avoir eu le courage d'intervenir dans un premier temps. Et les ministres, sous-ministres et tous les porte-plumes et les porte-parole du gouvernement ne se font pas faute de le souligner.

Cette insistance illustre le fait que cette intervention avait un côté publicitaire, et que le gouvernement tenait beaucoup à cette exclusivité. En fait de devoir, l'Etat français a surtout réussi à se montrer, aux yeux des Etats africains, comme l'impérialisme dominant dans la région. La passation des pouvoirs au Rwanda, même si elle est toute formelle car aucun problème n'est réglé dans les faits, s'est opérée sous son contrôle. Aux yeux des autres pays impérialistes et de l'ONU, la France a tenu à réaffirmer son rôle d'arbitre dans la région, et plus généralement en Afrique. Par ailleurs, il n'est pas exclu que, sur sa lancée, le gouvernement français n'en profite pas pour fourrer son nez dans les affaires des pays voisins du Rwanda, au Zaïre bien sûr, ce qui ne serait pas nouveau, et surtout au Burundi où des problèmes ethniques similaires se posent.

Sylvie LEBRIS

L'asile pour les assassins, les camps pour les peuples

Depuis le début de son intervention au Rwanda, le gouvernement français cherche à rendre discrets ses rapports étroits avec l'ancien Etat rwandais. On a voulu nous faire croire que cette solidarité avait disparu dans le conflit, puisque la France se trouvait au-dessus des partis. Mais il apparaît qu'au sein même des zones dites "sûres", c'est-à-dire protégées par l'armée française, cette ancienne collaboration ne s'est pas démentie, avec *"diverses personnalités de l'administration (préfets, bourgmestres, etc.) impliquées dans le génocide"*, explique *Le Monde*. On apprend aussi que la plupart des organisateurs du génocide anti-Tutsis se sont réfugiés dans des villas au Zaïre, continuent de là-bas à appeler au massacre et cela sous la protection bienveillante de l'armée française. Certains de ces assassins, comme par exemple l'ancien directeur de la radio des Mille Collines, dont la propagande raciste anti-tutsie a attisé les massacres et poussé les Hutus à s'enfuir, ont visiblement rencontré d'autres solidarités. En effet, ce personnage qui vient finalement de trouver lui aussi refuge au Zaïre avait été accueilli par la Suisse durant deux mois. Les autorités suisses lui avaient apparemment donné toutes facilités de séjourner dans cette douillette "zone humanitaire sûre" (c'est ainsi que les autorités françaises ont baptisé la zone qu'elles ont occupée jusqu'au 22 août au Rwanda). Et de la même façon, elles lui ont accordé toutes facilités pour quitter l'Helvétie. On n'en aurait rien su si la presse n'avait rendu l'affaire publique. La Suisse pratique le secret, mais pas seulement en matière bancaire.

S.L.

Nigéria — Contesté par une grève illimitée des travailleurs du pétrole

LE POUVOIR MILITAIRE RÉPOND PAR UNE RÉPRESSION ACCRUE

La crise ouverte qui oppose au Nigéria, le plus peuplé des Etats d'Afrique, la dictature militaire aux opposants et à la population est entrée cette semaine dans une phase plus aiguë. Les militaires, qui gouvernent le pays depuis des lustres de coup d'Etat en coup d'Etat, avaient vu, ces dernières années, leur pouvoir s'user. D'autant plus que le pays qui tire l'essentiel de ses revenus de l'exploitation du pétrole – le Nigéria est le premier exportateur de pétrole africain – se trouve maintenant au bord du gouffre économique, étranglé par la dette contractée auprès des banques occidentales au temps du "boom" pétrolier.

Le régime militaire avait décidé de ravaler sa façade en organisant des élections en juin 1993. Cet essai de démocratie s'était borné à ne reconnaître que deux partis présentant chacun comme candidat à l'élection présidentielle un milliardaire. C'est ainsi que l'un d'eux, Abiola, remporta les élections. Mais il faut croire que parmi les dignitaires du régime, certains n'étaient pas d'accord avec cette pourtant timide ouverture du pouvoir aux civils. L'élection fut contestée, puis suspendue, jusqu'à ce qu'un général, Abacha, prenne le pouvoir en novembre dernier, dissolvant au passage le parlement et les deux partis autorisés jusqu'alors, interdisant toute activité politique et nommant des militaires à la tête de tous les Etats de la fédération nigériane.

Abiola ne s'avoua pas vaincu pour autant et organisa la protestation contre les militaires, revendiquant avec l'aide de ses partisans le pouvoir pour lui. Cette contestation s'est amplifiée à l'anniversaire des élections annulées en juin dernier, et Abiola se trouve depuis lors en prison. Une mobilisation s'est organisée depuis pour obtenir sa libération, avec notamment l'appel à la grève du Syndicat des Travailleurs du Pétrole et du Gaz Naturel, principal syndicat au Nigéria. Et cela fait huit semaines que l'économie du pays est paralysée par cette grève.

Incapable de sortir de cette situation et ne voulant pas céder, le général Abacha a amplifié la répression ces derniers jours. Il a fait fermer des journaux d'opposition, a dissous les trois principaux syndicats, dont celui des travailleurs du pétrole – accusé de *"détruire systématiquement l'économie"* – et en a arrêté les dirigeants ainsi qu'une vingtaine, au moins, d'autres membres de l'opposition.

Mais le durcissement du régime ne semble avoir comme effet que de réduire encore la base du régime militaire et d'élargir celle d'Abiola. Les organisations étudiantes appellent à la résistance et les syndicats de professeurs d'université et de médecins se joignent à la grève générale. Au travers de la mobilisation de toutes les couches de la population, y compris de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie, derrière le milliardaire Abiola. Il faut espérer que les travailleurs en lutte, ceux du pétrole en particulier, ne finissent pas par uniquement tirer les marrons du feu pour une clique de privilégiés contre une autre.

Lucien DETROIT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995